Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 24 juin 1998
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Commerce de gros,** avril 1998 3
  Les ventes totales des grossistes ont augmenté de 1,3 % en avril, neutralisant la baisse de mars (-0,8 %). Après deux années de hausse, ces ventes ont ralenti depuis la fin de 1997 à cause de la faiblesse des ventes dans la plupart des groupes de commerce.

- **État de la population du Canada,** 1997 6
  Pour une sixième année consécutive, la tendance à la baisse du nombre de naissances s'est poursuivie en 1996. Si cette tendance se maintient, conjuguée à l'augmentation continue du nombre de décès, il est pratiquement inévitable que l'accroissement naturel de la population (naissances moins décès) approche zéro vers 2020.

(suite à la prochaine page)

Rapport sur l'état de la population du Canada
1997

Le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997* paraît aujourd'hui. La première partie du rapport est consacrée à la population canadienne. On y présente les tendances démographiques les plus récentes dans les différentes régions du pays et on y compare le Canada avec les autres pays industrialisés. Le rapport analyse les tendances de la croissance et de ses composantes, les naissances, les décès, les migrations internationales et interprovinciales ainsi que le mouvement des mariages et des divorces.

La deuxième partie du rapport analyse les conditions socioéconomiques des personnes âgées en fonction de leur arrangement domestique. L'étude examine leur niveau d'éducation, les sources de leurs revenus ainsi que leur statut familial et économique à partir des données tirées du Recensement de 1991.

Le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997* (91-209-XPF, 31 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951 -2326 (première partie) ou avec Jean Dumas au (613) 951- 2327 (deuxième partie).

AUTRES COMMUNIQUÉS

Dépenses au chapitre de l'aide juridique et nombre de cas, 1996-1997 8
Statistiques du téléphone, avril 1998 8

NOUVELLES PARUTIONS

10

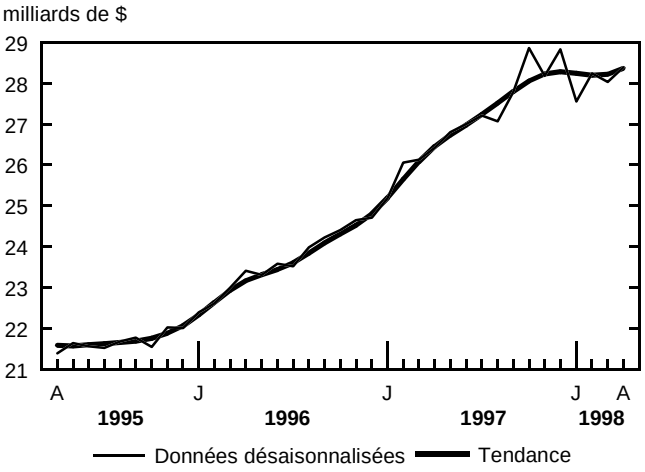
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Commerce de gros

Avril 1998 (données provisoires)

Les ventes totales des grossistes ont augmenté de 1,3 % en avril, neutralisant la baisse de mars (-0,8 %). Après deux années de hausse, ces ventes ont ralenti depuis la fin de 1997 à cause de la faiblesse des ventes dans la plupart des groupes de commerce. Par rapport aux mêmes mois de 1997, les hausses des ventes pour mars (+7,3 %) et avril (+7,5 %) étaient les moins importantes des deux dernières années. En comparaison, le changement en pourcentage moyen des ventes de 1997 par rapport à 1996 était de 14,7 %.

Les ventes des grossistes ont ralenti ces derniers mois



Les ventes totales des grossistes se sont chiffrées à 28,4 milliards de dollars en avril, c'est-à-dire 367 millions de dollars de plus qu'en mars. Des 11 groupes de commerce, huit ont affiché une hausse de leurs ventes en avril. Parmi les groupes ayant affiché les plus importantes hausses figurent la machinerie et l'équipement agricole (+10,2 %), les vêtements et les articles de mercerie (+4,2 %) et les biens inclus dans la catégorie «divers» (+2,7 %). Par contre, les ventes en gros d'articles ménagers (-0,9%), d'ordinateurs et d'équipement électronique (-0,7 %) ainsi que de boissons, de médicaments et de tabac (-0,4 %) étaient en baisse.

La hausse d'avril des ventes de machinerie et d'équipement agricole (+10,2 %) survient tout juste après la baisse de 8,2 % enregistrée en mars. Comme pour la plupart des autres groupes de commerce, les ventes de machinerie et d'équipement agricole se sont affaiblies ces derniers mois. Auparavant, les ventes avaient connu une tendance à la hausse depuis la fin de 1995.

Données révisées jusqu'en janvier 1993

Le communiqué renferme ce mois-ci des estimations dérivées d'un nouvel échantillon. Statistique Canada publie également aujourd'hui des estimations révisées sur le commerce de gros pour la période allant de janvier 1993 à mars 1998. Ces estimations sont conformes aux données tirées du nouvel échantillon. Ces révisions n'affecteront pas les estimations nationales du produit intérieur brut. La comparaison des estimations d'avant janvier 1993 devra être faite avec prudence et circonspection. Cette révision rétrospective incorpore les résultats des projets suivants: l'inclusion dans l'échantillon de quelques grandes entreprises, l'analyse des microdonnées ainsi que l'examen et l'amélioration de l'échantillon.

Inclusion de quelques grandes entreprises: *Le Registre des entreprises de Statistique Canada est constamment mis à jour, donnant parfois lieu à la reclassification des entreprises d'un secteur à un autre. Ces dernières années, il a été déterminé que certaines grandes entreprises étaient des grossistes. Dans la présente révision, ces entreprises ont été incorporées à l'échantillon actuel, de même qu'aux données chronologiques remontant à janvier 1993. Ces entreprises faisaient partie du Système des comptes nationaux du Canada, mais dans certains cas, étaient situées dans un autre secteur de l'économie.*

Analyse des microdonnées: *Les microdonnées mensuelles sur le commerce de gros ont été révisées (le cas échéant) de janvier 1993 à ce jour, et ce pour différentes raisons (à cause des anomalies décelées dans les données, des questionnaires reçus après l'échéance mensuelle, des renseignements rétroactifs sur la situation des entreprises et du rapprochement de différentes sources de données, notamment).*

Examen et amélioration de l'échantillon: *Le plan d'échantillonnage de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros a été examiné en décembre 1997, alors que des changements en vue d'améliorer l'efficacité de l'échantillon ainsi que l'exactitude et la fiabilité des estimations ont été apportés. La taille et la répartition de l'échantillon (qui avaient préalablement été déterminées en 1988) ont été mises à jour afin de tenir compte des renseignements les plus récents sur les caractéristiques des entreprises du commerce de gros. Une production parallèle de quatre mois au moyen du nouvel échantillon a révélé un changement dans le niveau des estimations. Afin d'éviter une rupture de la série, les estimations du commerce de gros au niveau du groupe de commerce selon la province ont été corrigées jusqu'à janvier 1993.*

L'arrivée précoce du printemps a stimulé les ventes de vêtements et de biens reliés à l'agriculture

L'arrivée précoce du printemps 1998 a peut-être aidé les grossistes de vêtements et d'articles de mercerie en augmentant la demande pour les vêtements de printemps et d'été. Les grossistes de biens inclus dans la catégorie «divers», tels que les engrais et les semences, ont peut-être également profité de l'arrivée précoce du printemps, la saison des semences étant beaucoup plus tôt qu'à l'habitude. Ces deux groupes de commerce ont connu une augmentation des ventes au cours des trois derniers mois (février, mars et avril 1998). Après avoir augmenté considérablement depuis le milieu de 1996, les ventes de vêtements et d'articles de mercerie ont ralenti temporairement durant la deuxième moitié de 1997. Cependant, le ralentissement des ventes de biens inclus dans la catégorie «divers» était beaucoup plus prononcé dans la deuxième moitié de 1997.

La bonne performance enregistrée en avril dans les ventes de machinerie et d'équipement agricole, d'engrais et de semences a été avantageuse pour les grossistes des Prairies. Les ventes en gros ont augmenté de 7,1 % en Saskatchewan, de 4,2 % au Manitoba et de 3,1 % en Alberta.

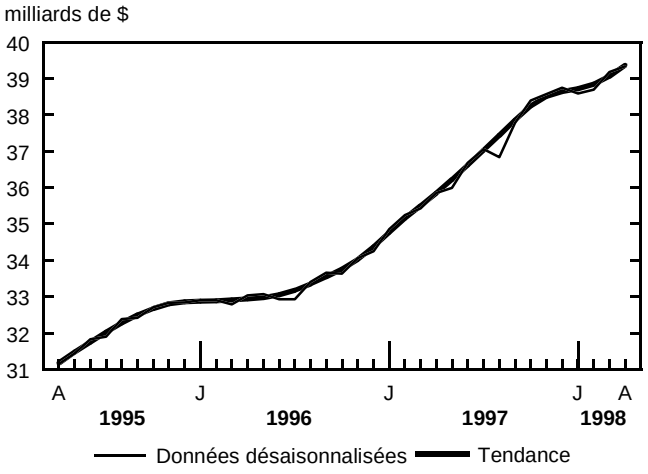
Les ventes d'ordinateurs sont à la baisse

Parmi les secteurs à la baisse en avril, les ventes d'ordinateurs et d'équipement électronique ont diminué pour un quatrième mois consécutif. L'industrie informatique est au prise avec une chute des prix provenant de la surproduction de puces d'ordinateur ainsi que par l'augmentation de popularité des ordinateurs à prix modique. Auparavant, l'introduction de logiciels populaires poussait les consommateurs à se procurer des ordinateurs plus puissants. Aujourd'hui, l'absence relative de logiciels sur le marché nécessitant des ordinateurs plus puissants constitue peut-être également une raison de la faiblesse des ventes d'ordinateurs. À cause du roulement élevé des produits de l'industrie informatique, les stocks d'ordinateurs et d'équipement électronique ont été réduits en même temps que les ventes ces derniers mois.

Les stocks augmentent peu

Les stocks des grossistes ont augmenté de seulement 0,4 % en avril, pour atteindre 39,3 milliards de dollars. Près de la moitié des groupes de commerce ont affiché une hausse des stocks en avril. Cependant, les baisses enregistrées dans les stocks de machinerie et d'équipement agricole (-2,1 %) et de métaux, d'articles de quincaillerie et de matériaux de plomberie et de chauffage (-1,3 %) ont presque neutralisé à elles seules les augmentations des autres groupes de commerce.

Les grossistes continuent d'accumuler des stocks



Le ratio des stocks aux ventes est passé de 1,40 en mars à 1,39 en avril. À la suite du niveau plancher de 1,33 d'octobre 1997, le ratio des stocks aux ventes a augmenté, les grossistes continuant d'accumuler des stocks, alors que les ventes devenaient plus ou moins stagnantes.

Données stockées dans CANSIM: matrices 59, 61, 648 et 649.

Dorénavant, au printemps de chaque année, les estimations mensuelles du commerce de gros feront l'objet d'une révision annuelle afin de refléter les changements qui se sont produits durant l'année précédente.

Les données mensuelles révisées pour le commerce de gros sont disponibles dans les mêmes matrices de CANSIM (elles ont seulement remplacé les estimations originales). Les résultats annualisés des données révisées sont également accessibles à partir du site Internet de Statistique Canada (voir *Le Canada en statistiques* et *L'économie en détail*).

Le numéro d'avril de *Commerce de gros* (63-008-XIB, 14 $ / 140 $) paraît aujourd'hui. Veuillez noter que la publication n'est disponible qu'en version internet. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements sur les révisions ou recevoir des estimations révisées, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 ou avec Nathalie Bisson au (613) 951-7378, Section du commerce de gros, Division de la statistique du commerce. Internet: *gratpau@statcan.ca*.

Ventes et stocks des grossistes

	Avril 1997[r]	Janv. 1998[r]	Févr. 1998[r]	Mars 1998[r]	Avril 1998[p]	Mars à avril 1998	Avril 1997 à avril 1998
	données désaisonnalisées						
	millions de $					variation en %	
Ventes, ensemble des groupes de commerce	**26 414**	**27 551**	**28 243**	**28 026**	**28 393**	**1,3**	**7,5**
Produits alimentaires	4 172	4 233	4 225	4 216	4 300	2,0	3,1
Boissons, médicaments et tabac	1 724	1 920	2 008	1 894	1 887	-0,4	9,5
Vêtements et articles de mercerie	510	525	536	545	568	4,2	11,4
Articles ménagers	741	772	853	827	820	-0,9	10,7
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	4 533	4 714	5 083	5 092	5 123	0,6	13,0
Métaux, articles de quincaillerie, matériel de plomberie et de chauffage	1 779	1 897	1 975	1 947	1 954	0,4	9,9
Bois et matériaux de construction	2 174	2 106	2 142	2 048	2 061	0,6	-5,2
Machines, matériel et fournitures agricoles	677	781	779	715	787	10,2	16,3
Machines, matériel et fournitures industriels et autres	3 876	4 119	4 133	4 161	4 217	1,4	8,8
Ordinateurs, logiciels et autres équipements électronique	2 313	2 536	2 486	2 431	2 415	-0,7	4,4
Produits divers	3 915	3 949	4 024	4 148	4 260	2,7	8,8
Terre-Neuve	180	188	192	194	193	-0,3	7,0
Île-du-Prince-Édouard	46	40	45	46	45	-1,0	-0,6
Nouvelle-Écosse	509	477	468	481	471	-2,1	-7,5
Nouveau-Brunswick	303	329	337	335	337	0,8	11,4
Québec	5 131	5 428	5 543	5 477	5 637	2,9	9,9
Ontario	12 640	13 100	13 712	13 609	13 638	0,2	7,9
Manitoba	882	1 024	1 021	1 006	1 049	4,2	18,8
Saskatchewan	854	932	932	942	1 009	7,1	18,2
Alberta	2 631	2 828	2 750	2 764	2 851	3,1	8,4
Colombie-Britannique	3 211	3 181	3 218	3 145	3 137	-0,3	-2,3
Yukon	12	11	10	11	9	-21,4	-27,9
Territoires du Nord-Ouest	14	14	16	16	17	4,3	15,5
Stocks, ensemble des groupes de commerce	**35 850**	**38 589**	**38 696**	**39 180**	**39 337**	**0,4**	**9,7**
Produits alimentaires	2 508	2 648	2 647	2 644	2 634	-0,4	5,0
Boissons, médicaments et tabac	1 859	2 031	2 087	2 023	2 017	-0,3	8,4
Vêtements et articles de mercerie	1 122	1 153	1 192	1 200	1 193	-0,6	6,3
Articles ménagers	1 405	1 548	1 552	1 548	1 571	1,5	11,8
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	4 702	5 325	5 389	5 470	5 497	0,5	16,9
Métaux, articles de quincaillerie, matériel de plomberie et de chauffage	2 978	3 371	3 331	3 346	3 304	-1,3	10,9
Bois et matériaux de construction	3 229	3 381	3 466	3 389	3 450	1,8	6,8
Machines, matériel et fournitures agricoles	1 858	2 237	2 249	2 253	2 207	-2,1	18,8
Machines, matériel et fournitures industriels et autres	8 482	9 281	9 323	9 544	9 652	1,1	13,8
Ordinateurs, logiciels et autres équipements électronique	2 359	2 415	2 356	2 362	2 361	0,0	0,1
Produits divers	5 346	5 198	5 106	5 400	5 453	1,0	2,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

État de la population du Canada
1997

D'après les estimations les plus récentes, les naissances ont décru pour une sixième année consécutive en 1996. Cette tendance ne montre aucun signe de renversement. Comme le nombre de décès augmente, il sera difficile d'éviter que, vers 2020, l'accroissement naturel de la population canadienne approche zéro.

La situation dans laquelle se trouve le pays ne fait que confirmer celle prévue depuis de nombreuses années: la croissance démographique dépendra de plus en plus de l'immigration. En 1996, les immigrants représentaient 17,4 % de la population du Canada, une fraction qui n'a jamais été aussi importante au cours des cinquante dernières années.

Importante réduction de l'accroissement naturel depuis 1991

L'accroissement naturel de la population canadienne a décru de manière importante au cours de la première moitié de la décennie. Entre 1990 et 1995, celui-ci est passé de 7,7 à 5,7 pour 1 000, de sorte qu'en 1996, il ne représentait que 47 % de la croissance totale, et l'immigration, 53 %. Aux États-Unis, l'immigration ne représente qu'un tiers de la croissance démographique totale.

Le vieillissement de la population réduit l'accroissement naturel dans la mesure où il provoque un accroissement du nombre de décès. En même temps, il est en partie à l'origine de la réduction relative du nombre de naissances. La situation continuera probablement pendant un certain nombre d'années pour deux raisons qui se conjuguent. La fécondité semble stabilisée aux alentours de 1,6 enfant par femme et la population des femmes qui sont dans leur période féconde décroît en raison de la chute de la natalité ayant succédé au baby-boom. Si l'écho prévu du baby-boom (si tant est qu'il y en eu un) a été à peine perceptible, la réduction des naissances (déjà évidente) laissera une marque en creux dans la structure par âge de la population.

À moins d'une reprise immédiate et importante de la fécondité – ce qui est fort improbable – le déclin du nombre de naissances va se poursuivre, se stabilisant ensuite à un niveau relativement bas. Cela laisse supposer qu'entre 2020 et 2030, le nombre des naissances équilibrera celui des décès, réduisant à zéro l'accroissement naturel.

La stérilisation volontaire: un sérieux effet sur la fécondité

Comparativement aux autres pays occidentaux, européens en particulier, on est frappé par le taux élevé de stérilisation du Canada. La stérilisation volontaire a un effet sérieux sur la fécondité, parce que sa pratique est très répandue, que ceux qui la choisissent sont très jeunes et que pour le moment, elle est pratiquement irréversible.

À partir des données de l'Enquête sociale générale de 1995, quatre millions et demi de couples dont la femme était âgée de moins de 50 ans au moment de l'enquête (près de la moitié ou 46 % de tous les couples dans ce segment de la vie, qui est aussi celui de la reproduction) étaient stériles pour des raisons naturelles, médicales ou de contraception.

Dans l'ensemble, en dépit d'un accroissement appréciable de la stérilisation masculine depuis 1984, c'est la femme qui est stérile dans la majorité des couples infertiles (58 %). En 1995, on estimait à 2,7 millions les femmes âgées de moins de 50 ans vivant en couple hétérosexuel qui avaient été stérilisées par voie chirurgicale, dont 57 % strictement à des fins de contraception, 37 % pour des raisons médicales et 6 % pour les deux réunies. À cela il faut ajouter 250 000 Canadiennes naturellement infertiles.

À l'opposé, presque tous les hommes (93 %) qui avaient subi une stérilisation par voie chirurgicale l'avaient fait pour des raisons de contraception.

La stérilité masculine est moins fréquente, surtout parce que (pour des raisons médicales) elle est rare avant l'âge de 50 ans. Au moment de l'enquête, il n'y avait que 58 000 hommes vivant avec une partenaire âgée de 15 à 49 ans qui avaient subi une opération dont la conséquence avait été la stérilisation.

Au Canada, la taille de la famille tend à s'uniformiser et la stérilisation comme moyen de contraception apparaît comme le procédé de prédilection des couples qui veulent s'assurer que leur fécondité n'excédera pas leurs aspirations en matière de reproduction.

La stérilisation devient beaucoup plus fréquente après la naissance du second enfant. Environ 47 % des couples avec deux enfants étaient stérilisés, comparativement à 14 % des couples avec un seul enfant.

Le troisième enfant

En absence d'immigration, pour ne pas faire face à la dépopulation, il est indispensable qu'un certain nombre de femmes aient un troisième enfant. Au

Canada, le troisième enfant est devenu rare. Des femmes nées entre 1927 et 1931, trois sur cinq en ont eu un; de celles qui sont nées entre 1952 et 1956, seulement une sur quatre en ont eu un.

Une analyse indique que les principales conditions favorisant la venue d'un troisième enfant sont: un intervalle court entre la naissance du premier et du deuxième enfant (plus l'intervalle est court, plus le risque d'avoir un troisième enfant est élevé), l'âge de la femme à la première naissance (plus elle est jeune, plus le risque d'avoir un troisième enfant est élevé), la pratique religieuse (plus la pratique est fréquente, plus le risque d'avoir un troisième enfant est élevé). En contrepartie, la participation au marché du travail a un effet fortement négatif sur la probabilité d'avoir un troisième enfant ou davantage.

Les conditions économiques des personnes âgées

Le vieillissement de la population canadienne n'est pas une nouveauté. Entre 1950 et 1990, le groupe des 65 ans et plus s'est accru plus rapidement que la population totale. Il s'est multiplié par trois, passant d'un peu plus d'un million à 3,2 millions; les dernières projections montrent qu'il se multipliera encore par trois au cours des 40 prochaines années. Vers 2030, les personnes âgées de 65 ans et plus représenteront 23 % de la population canadienne.

Une étude des conditions socioéconomiques des personnes âgées (évaluées à partir du Recensement de 1991) met en lumière le fait que c'est le statut matrimonial plus que l'âge ou le sexe qui joue un rôle décisif dans la qualité de vie des personnes au-delà de 60 ans et à l'avantage des personnes mariées. L'émergence de nouveaux schémas familiaux comme le divorce et la faible fécondité a déjà des effets notables sur l'indépendance des personnes vieillissantes et ces effets s'accroîtront vraisemblablement avec le temps.

À l'heure actuelle, les personnes âgées tendent à vivre indépendantes de leurs enfants. Il en résulte qu'à mesure que l'espérance de vie s'allonge, un plus grand nombre de générations coexistent dans la lignée familiale, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles cohabitent.

Les hommes et les femmes vivent fort différemment leurs vieux jours. En effet, la moitié des femmes âgées de 75 ans et plus vivent seules, alors qu'on ne trouve dans cette situation qu'un homme sur cinq; à 75 ans, trois hommes sur cinq vivent avec une conjointe, mais seulement une femme sur dix a un compagnon de vie.

Toutefois, vivre seule pour une femme âgée ne signifie pas systématiquement vivre dans la misère. Beaucoup ont pour source de revenu celles de leur feu ou ex-conjoint et à l'âge de 65 ans, elle reçoivent l'aide de la Sécurité de la vieillesse. En 1991, la majorité des hommes âgés avaient eux accès à deux sources de revenu, soit la Sécurité de la vieillesse et les prestations du Régime de pension du Canada ou du Régime de rentes du Québec, alors que ce n'était le cas que pour moins de la moitié des femmes. Cette situation avait pour origine l'absence de ces femmes du marché du travail pendant leur vie adulte, ce qui les excluait des régimes de pension, de sorte que les femmes les plus susceptibles d'être en situation financière précaire sont celles qui sont à la fois sans conjoint, n'ont pas été sur le marché du travail et n'ont pas atteint l'âge de 65 ans, âge auquel on reçoit les prestations de la Sécurité de la vieillesse.

Les personnes disposant de très faibles revenus tendent à vivre dans des ménages de grande dimension. Elles prennent ainsi avantage des revenus des autres membres, alors qu'il s'agit également d'une façon pour elles de réduire les coûts de la vie. À l'opposé, les femmes célibataires sont celles qui vivent le plus souvent en solitaires. Elles disposent plus souvent que les autres de trois sources de revenu qui en font les plus indépendantes des personnes âgées.

D'une manière générale, la situation financière des personnes âgées est allée en s'améliorant depuis la fin de la dernière guerre et elle continue de faire des progrès. Les femmes sont, dans leur vie adulte, de plus en plus présentes sur le marché du travail où elles préparent leur retraite. De plus, à l'instar des hommes, elles sont de plus en plus éduquées et on observe que ce sont les personnes les plus éduquées qui sont les dernières à quitter leur emploi.

Le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997* (91-209-XPF, 31 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951-2326 ou avec Jean Dumas au (613) 951- 2327. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Dépenses au chapitre de l'aide juridique et nombre de cas

1996-1997

En 1996-1997, les dépenses au chapitre de l'aide juridique se sont élevées à 536,1 millions de dollars, en baisse de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Ces dépenses ont diminué de 3,10 dollars par habitant en 1996-1997, pour s'établir à 17,90 dollars (les plus faibles dépenses par habitant depuis 1990-1991). Il s'agit de la deuxième année consécutive où les dépenses au chapitre de l'aide juridique diminuent. Cette baisse met fin à une période de hausse des dépenses s'étendant de 1986-1987 à 1994-1995 (à l'exception de 1993-1994, où a eu lieu une légère diminution).

La diminution des dépenses totales en 1996-1997 s'explique par la réduction des dépenses dans les sept secteurs de compétence suivants: Terre-Neuve (-3 %), Nouvelle-Écosse (-4 %), Québec (-5 %), Ontario (-24 %), Colombie-Britannique (-5 %), Territoires du Nord-Ouest (-6 %) et Yukon (-19 %). La plus importante baisse (-77,0 millions de dollars) a été enregistrée en Ontario et provient de fonds provinciaux réduits, plafonnés jusqu'en 1998-1999.

Plus de la moitié (57 %) des dépenses directes de l'aide juridique ont été engagées pour des affaires civiles. La répartition proportionnelle des recettes entre les affaires criminelles et les affaires civiles varie sensiblement. Par exemple, les proportions sont essentiellement égales en Nouvelle-Écosse, alors qu'au Québec, 67 % des dépenses sont consacrées à des causes civiles et les 33 % restants, à des causes criminelles. La priorité accordée au type de cause a des répercussions sur l'admissibilité des clients à l'aide juridique.

Sur les 465,1 millions de dollars consacrés aux services directs d'aide juridique en 1996-1997, environ les deux tiers (318,3 millions de dollars) ont été versés à des avocats de pratique privée, en baisse de 21 % par rapport à l'exercice précédent. L'autre tiers (146,9 millions de dollars) a été versé aux avocats salariés faisant partie de l'effectif des régimes d'aide juridique. Les chiffres globaux masquent des tendances très différentes à l'échelle des secteurs de compétence. À Terre-Neuve et en Saskatchewan, on a presque toujours recours à des avocats salariés, alors que les cabinets d'avocats privés s'occupent de la majorité des cas d'aide juridique au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Alberta.

La demande d'aide juridique au Canada peut être établie, entre autres, en utilisant le nombre de demandes reçues par les provinces et les territoires. En 1996-1997, 824 451 demandes d'aide juridique ont été déposées, en baisse de 15 % comparativement à 1995-1996. Entre 1986-1987 et 1992-1993, le nombre de demandes présentées aux régimes d'aide juridique au Canada n'avait pas cessé d'augmenter. Toutefois, l'exercice de 1993-1994 a été marqué par le début d'une tendance à la baisse.

Seulement 510 914 demandes ont été approuvées en 1996-1997, en baisse de 21 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre marque une tendance à la baisse du nombre et du taux de demandes approuvées depuis quatre exercices. Dans l'ensemble, presque les deux tiers (62 %) de toutes les demandes d'aide juridique ont été approuvées.

La publication *L'aide juridique au Canada – ressources et nombre de cas, 1996-1997* (85F0015XPB, 33 $) et le vol. 18, n° 10 du bulletin Juristat *L'aide juridique au Canada – 1996-1997* (85-002-XIF, 8 $ / 70 $ et 85-002-XPF, 10 $ / 93 $) sont maintenant en vente. (Ces documents présentent des données sur les recettes, les dépenses, le nombre de cas et le personnel prenant part à la prestation de services d'aide juridique au Canada.) Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Centre canadien de la statistique juridique au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231. ■

Statistiques du téléphone

Avril 1998

Les 14 principaux réseaux téléphoniques ont déclaré des recettes d'exploitation totalisant 1 426,5 millions de dollars en avril 1998, en hausse de 1,8 % par rapport à avril 1997. Les dépenses d'exploitation ont diminué de 5,1 % comparativement à avril 1997, pour atteindre 1 059,5 millions de dollars. Les revenus nets ont totalisé 367,0 millions de dollars, en hausse de 29,2 % par rapport à avril 1997.

Données stockées dans CANSIM: matrice 355.

Le numéro d'avril de *Statistiques du téléphone* (56-002-XIB, 8 $ / 70 $) est maintenant en vente sur Internet. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel April au (613) 951-3177, Projet de remaniement des sciences et de la technologie. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Consommation des aliments au Canada – Partie I, 1997
Numéro au catalogue: 32-229-XIB
(Canada: 25$; à l'extérieur du Canada: 25$US).

Consommation des aliments au Canada – Partie I, 1997
Numéro au catalogue: 32-229-XPB
(Canada: 33$; à l'extérieur du Canada: 33$US).

Statistiques du téléphone, avril 1998
Numéro au catalogue: 56-002-XIB
(Canada: 8$/70$; à l'extérieur du Canada: 8$US/70$US).

Commerce de gros, avril 1998
Numéro au catalogue: 63-008-XIB
(Canada: 14$/140$; à l'extérieur du Canada: 14$US/140$US).

Importations par marchandise, avril 1998
Numéro au catalogue: 65-007-XMB
(Canada: 37$/361$; à l'extérieur du Canada: 37$US/361$US).

Importations par marchandise, avril 1998
Numéro au catalogue: 65-007-XPB
(Canada: 78$/773$; à l'extérieur du Canada: 78$US/773$US).

L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 1996-1997
Numéro au catalogue: 85F0015XMB
(Canada: 26$; à l'extérieur du Canada: 26$US).

L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 1996-1997
Numéro au catalogue: 85F0015XPB
(Canada: 33$; à l'extérieur du Canada: 33$US).

Juristat – L'aide juridique au Canada: 1996-1997, vol 18, n° 10
Numéro au catalogue: 85-002-XIF
(Canada: 8$/70$; à l'extérieur du Canada: 8$US/70$US).

Juristat – L'aide juridique au Canada: 1996-1997, vol 18, n° 10
Numéro au catalogue: 85-002-XPF
(Canada: 10$/93$; à l'extérieur du Canada: 10$US/93$US).

Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997
Numéro au catalogue: 91-209-XPF
(Canada: 31$; à l'extérieur du Canada: 31$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XFB la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

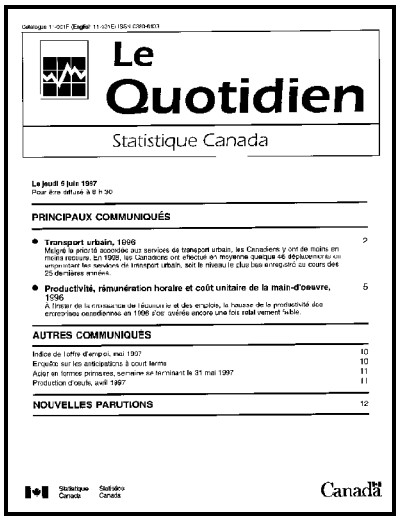
Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**
Internet:	**order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'heure de la mondialisation de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a pu contribuer encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Alain Garneau (613) 951-1187, garnala@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1998. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.